

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

(Non vérifié)

Pour les périodes de trois et neuf mois
terminées le 31 décembre 2020

Canada



TABLE DES MATIÈRES

ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS	3
RAPPORT DE GESTION	4
ANALYSE DES RISQUES.....	7
ÉTATS FINANCIERS	8

ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Margaret Beckel
Présidente-directrice générale



Ikram Zouari, CPA, CGA
Chef de la direction financière

Ottawa, Canada
Le 4 mars 2021

RAPPORT DE GESTION

Aperçu

Les présents états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels audités du Musée canadien de la nature pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 et avec la présentation narrative incluse dans le présent rapport financier trimestriel.

Le principal objectif du Musée canadien de la nature est de remplir son mandat national, tel que décrit dans la *Loi sur les musées*, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilisation établi dans cette loi et dans la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. À cette fin, le conseil d'administration et la direction du Musée s'engagent à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée de manière transparente et responsable et à optimiser la valeur de la contribution du Musée aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent l'intention d'être une source de premier plan de connaissances sur l'histoire naturelle et d'investigation scientifique pour les scientifiques et le public, apportant ainsi une perspective distinctement canadienne au corpus de connaissances mondial. Le Musée continue à jouer un rôle de premier plan dans la diffusion des connaissances scientifiques pertinentes, contribuant ainsi à inspirer les Canadiens à agir de manière consciente au sujet de l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière en obtenant des résultats significatifs et mesurables.

La viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies conçues pour gérer les pressions connues et anticipées. Une approche de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en faveur de la vision d'être une institution nationale offrant un maximum de valeur et de service au public.

Le nouveau facteur affectant le marché de la visite des musées est la pandémie de COVID-19 et son effet sur la volonté des visiteurs de visiter les musées. Diverses organisations ont mené des enquêtes sur les intentions des visiteurs qui guideront nos estimations de visites et nos prévisions de revenus durant l'exercice en cours et dans les années à venir.

En 2020-2021, l'impact de la pandémie mondiale de COVID-19 sur la stabilité financière est le problème opérationnel le plus critique auquel fait face le Musée. Le deuxième problème le plus urgent est le manque de fonds pour faire fonctionner les deux édifices du Musée.

Le 18 juin 2020, le gouvernement du Canada a annoncé un financement d'urgence pour aider le secteur des musées. De ce montant, 5 927 000 \$ ont été alloués pour aider la Société à maintenir les services essentiels et être prête à rouvrir ses portes au public et au personnel une fois que les mesures de précaution seront levées selon les consignes de l'Agence de santé publique du Canada. Ce financement aidera à compenser l'impact net de la fermeture du Musée en raison de la pandémie et les pertes de revenus qui en découlent pendant la fermeture et prévues en raison de la réduction de la fréquentation après la réouverture du 5 septembre 2020.

Produits

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2020 s'élèvent à 2 315 000 \$, soit une diminution de 7 912 000 \$ par rapport aux 10 227 000 \$ des neuf mois de l'exercice précédent. La diminution est attribuable à la fermeture du Musée et à la réduction de la fréquentation après la réouverture le 5 septembre 2020. La fermeture et la baisse de la fréquentation ont entraîné des diminutions significatives des produits d'entrées, des frais de programme et des opérations auxiliaires.

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2020 s'élèvent à 734 000 \$ ce qui représente une baisse de 2 321 000 \$ par rapport aux 3 055 000 \$ des trois mois de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à la fermeture du Musée et à la réduction de la fréquentation après la réouverture le 5 septembre 2020. La fermeture et la baisse de la fréquentation ont entraîné des diminutions significatives des produits d'entrées, de frais de programme et d'opérations auxiliaires.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2020 s'élevaient à 30 680 000 \$, comparativement à 25 620 000 \$ pour les neuf mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable aux 5 927 000 \$ de fonds d'urgence reçus au cours de la période pour aider le Musée à maintenir les services essentiels et rouvrir ses portes au public le 5 septembre 2020, ainsi qu'à la variation des crédits d'immobilisations reportés.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2020 s'élevaient à 8 591 000 \$, comparativement à 8 655 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable à la variation du financement reporté des immobilisations et aux crédits reçus et utilisés pour l'achat d'immobilisations amortissables.

Charges

Les charges pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2020 s'élèvent à 26 992 000 \$, soit une baisse de 10 699 000 \$ par rapport aux 37 691 000 \$ des neuf mois de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la fermeture du Musée, à la réouverture partielle du 5 septembre 2020 et à la fermeture subséquente du 26 décembre 2020, ce qui a entraîné des économies sur les coûts de personnel, sécurité, programme, déplacement et les coûts d'exploitation et d'entretien des bâtiments. En outre, les dépenses de l'exercice précédent pour la période comprenaient 4 550 000 \$ de spécimens achetés pour la collection comptabilisés comme une charge.

Les charges pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2020 s'élèvent à 8 912 000 \$, soit une baisse de 2 290 000 \$ par rapport aux 11 202 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la réouverture partielle du 5 septembre 2020, et à la fermeture subséquente du 26 décembre 2020, ce qui a entraîné des économies sur les coûts de personnel, sécurité, programme, déplacement et les coûts d'exploitation et d'entretien des bâtiments.

Résultats d'exploitation nets

Le résultat d'exploitation net pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2020 était un excédent de 6 003 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à la comptabilisation des 5 927 000 \$ de fonds d'urgence reçus au cours de la période, à la capitalisation des dépenses d'exposition et aux économies sur les coûts de personnel, sécurité, programme, déplacement et les coûts d'exploitation et d'entretien des bâtiments en raison de la fermeture et de la réduction de la capacité après la réouverture, partiellement compensée par la diminution des produits en raison de la baisse de fréquentation.

Le résultat d'exploitation net pour le trimestre terminé le 31 décembre 2020 était un excédent de 413 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à la capitalisation des dépenses d'exposition et aux économies sur les coûts de personnel, sécurité et les coûts d'exploitation et de maintenance des bâtiments en raison de la capacité réduite après la réouverture, partiellement compensée par la diminution des produits en raison de la baisse de fréquentation.

État de la situation financière

Actif

Le niveau de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 19 061 000 \$ au 31 décembre 2020 représente une augmentation de 3 361 000 \$ par rapport au niveau de 15 700 000 \$ du 31 mars 2020. Cette augmentation est principalement attribuable aux crédits d'urgence de 5 927 000 \$ reçus au cours de la période pour aider le Musée à maintenir ses services essentiels et à rouvrir ses portes au public le 5 septembre 2020, partiellement compensés par l'utilisation des crédits reportés reçus au cours des exercices précédents pour l'achat d'immobilisations.

Les immobilisations corporelles sont passées de 170 769 000 \$ au 31 mars 2020 à 165 832 000 \$ au 31 décembre 2020, principalement en raison des charges d'amortissement compensées par l'acquisition d'immobilisations.

Passif

Le financement des immobilisations reporté a diminué à 154 662 000 \$ au 31 décembre 2020, comparativement à 158 851 000 \$ au 31 mars 2020, puisque le financement des immobilisations reporté est constaté comme produits au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles correspondantes.

Actif net

L'actif net de 560 000 \$ au 31 décembre 2020 est attribuable à la comptabilisation des 5 927 000 \$ de fonds d'urgence reçus au cours de la période, à la capitalisation des dépenses d'exposition et aux économies sur les coûts de personnel, sécurité, programme, déplacement et d'exploitation et d'entretien des bâtiments, compensée par le déficit en raison du traitement comptable lié au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition. Ce traitement comptable a eu un impact négatif sur l'actif net du Musée pendant de nombreuses années en raison de la charge d'intérêt sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition, qui est plus élevée dans les premières années du bail que dans les dernières. En conséquence, le déficit afférent à ce traitement comptable a commencé à s'inverser en 2019-2020 jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Cette situation n'affecte aucunement les mouvements de trésorerie ni la stabilité financière du Musée.

ANALYSE DES RISQUES

Le Musée a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise conçu pour gérer efficacement et de manière proactive les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Le Plan d'entreprise du Musée identifie quatre risques et stratégies d'atténuation connexes. L'étape d'atténuation des risques implique l'élaboration de stratégies d'atténuation conçues pour gérer, éliminer ou réduire les risques à un niveau acceptable, idéalement faible. La pandémie augmentera le risque que le déficit structurel et les programmes d'avancement ne génèrent pas les fonds nécessaires pour accomplir le mandat du Musée. Ces deux risques ont été partiellement compensés par l'infusion opportune de crédits d'urgence du gouvernement du Canada. Les stratégies d'atténuation de chaque risque seront surveillées en permanence afin d'évaluer son efficacité et de réviser le mode d'action si nécessaire.

Le résumé des principaux risques et des stratégies d'atténuation se présente comme suit :

1. Déficit structurel — risque que le déficit structurel continue d'augmenter en raison de l'augmentation plus rapide des dépenses que des revenus, comme les services publics, les impôts fonciers et l'inflation générale, et en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la fréquentation des visiteurs et les revenus connexes. Cette situation est atténuée par un processus continu d'examen des dépenses, de surveillance des revenus d'admission et de croissance des revenus gagnés.
2. Avancement — risque que le bassin de donateurs restreint limite les ressources financières disponibles pour soutenir l'investissement requis pour la mise en œuvre des initiatives stratégiques. Ce risque est atténué par un programme d'avancement complet, mené par une équipe de professionnels de la collecte de fonds et un nouveau groupe de bénévoles dévoués et de membres du Conseil d'administration.
3. Succession — risque qu'un nombre important d'employés soient admissibles à la retraite, ce qui entraînerait une perte de mémoire d'entreprise et de compétences importantes. Pour atténuer ce risque, le Musée a élaboré un plan de relève dont il assure le suivi. Ce plan couvre aussi le développement des compétences.
4. Budget 2016 — risque que les projets d'immobilisations financés par le Budget de 2016 ne soient pas terminés à temps et dans les budgets prévus. Le suivi trimestriel à l'interne garantira que le Musée remplit ses engagements de dépenses.

État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	au 31 décembre 2020	au 31 mars 2020
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 061	15 700
Trésorerie affectée	502	440
Placements affectés	237	237
Créances		
Clients	73	634
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	254	332
Stocks	164	192
Frais payés d'avance	946	777
	21 237	18 312
Collections	1	1
Avances aux employés	459	476
Placements affectés	1 308	1 308
Placements	941	941
Immobilisations (note 3)	165 832	170 769
	189 778	191 807
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	2 546	4 737
Ministères et organismes gouvernementaux (note 12)	50	335
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	1 266	1 175
Produits, apports et crédits parlementaires reportés (note 5)	5 929	6 254
Avantages sociaux futurs	58	230
	9 849	12 731
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	21 807	22 768
Financement des immobilisations reporté (note 6)	154 662	158 851
Avantages sociaux futurs	2 900	2 900
	189 218	197 250
Actif net		
Non affecté	12 463	6 582
Investissement en immobilisations (note 7)	(11 903)	(12 025)
	560	(5 443)
	189 778	191 807

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre
(Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits				
Droits d'entrée et des programmes (note 9)	209	855	300	4 193
Opérations auxiliaires (note 10)	104	602	163	1 939
Apports (note 11)	342	1 349	1 180	3 287
Apports de la Fondation (notes 11 & 12)	40	-	141	-
Intérêts et revenus de placements	46	101	113	290
Divers	(7)	148	418	518
	734	3 055	2 315	10 227
Charges (note 13)				
Inspiration et engagement	1 690	2 680	5 573	8 994
Entretien et accessibilité des collections	748	1 355	2 136	7 380
Recherche et découverte	979	1 187	3 115	3 612
Services de soutien interne	1 308	1 478	3 534	4 385
Édifices et terrains	4 187	4 502	12 634	13 320
	8 912	11 202	26 992	37 691
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(8 178)	(8 147)	(24 677)	(27 464)
Crédits parlementaires (note 8)	8 591	8 655	30 680	25 620
Résultats d'exploitation nets	413	508	6 003	(1 844)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution d'actif net
(Non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	Investi en		2020	2019
	Non affecté	immobilisations		
Actif net au début de la période	12 033	(11 886)	147	(4 505)
Résultats d'exploitation nets	413	-	413	508
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	17	(17)	-	-
Actif net à la fin de la période	12 463	(11 903)	560	(3 997)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 Décembre

<i>(en milliers de dollars)</i>	Investi en		2020	2019
	Non affecté	immobilisations		
Actif net au début de la période	6 582	(12 025)	(5 443)	(2 153)
Résultats d'exploitation nets	6 003	-	6 003	(1 844)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations (note 7)	6 836	(6836)	-	-
Actif net à la fin de la période	19 421	(18 861)	560	(3 997)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état de réévaluation des gains et pertes a été exclu puisqu'il n'y a pas eu de telle réévaluation.

État des flux de trésorerie pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre
(Non vérifié)

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Activités de fonctionnement				
Encaissements - clients et donateurs	564	1 754	2 608	7 604
Encaissements - crédits parlementaires	6 634	4 132	26 110	20 108
Décaissements - personnels	(3 997)	(4 449)	(10 765)	(12 256)
Décaissements - fournisseurs	(3 071)	(2 335)	(9 971)	(15 133)
Intérêts reçus	45	101	112	290
Intérêts payés	(602)	(606)	(1 770)	(1 837)
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour) activités de fonctionnement	(427)	(1 403)	6 324	(1 224)
Activités en immobilisations				
Acquisition d'immobilisations	(622)	(1 248)	(2 032)	(2 893)
Disposition d'immobilisations	1	-	1	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités en immobilisations	(621)	(1 248)	(2 032)	(2 893)
Activités d'investissement				
Diminution de placements affectés	-	1 500	-	1 500
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-	1 500	-	1 500
Activités de financement				
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(297)	(269)	(870)	(789)
Crédits parlementaires reçus pour l'achat d'immobilisations	-	-	-	1 628
Flux de trésorerie (utilisés pour) provenant des activités de financement	(297)	(269)	(870)	839
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de la trésorerie affectée	(1 345)	(1420)	3 423	(1778)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	20 380	18 113	15 700	18 475
Trésorerie affectée au début de la période	528	336	440	332
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	19 563	17 029	19 563	17 029
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	19 061	16 691	19 061	16 691
Trésorerie affectée à la fin de la période	502	338	502	338
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	19 563	17 029	19 563	17 029

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2020 (Non vérifiées)

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*, le 1^{er} juillet 1990. Il s'agit d'une société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et qui n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif (OSBL) du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature et des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est indiquée ci-dessous :

- **Inspiration et engagement**

La Société élabore et entretient des expositions, des programmes, le site internet nature.ca, des publications électroniques et imprimées, des activités de génération de produits et d'autres activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

- **Entretien et accessibilité des collections**

La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature.

- **Recherche et découverte**

La Société explore le passé et aide les Canadiens à préparer l'avenir grâce à des activités de recherche appliquée et systématique ainsi qu'à l'établissement et à la sauvegarde de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux.

- **Services de soutien interne**

La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de responsabilisation et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat, y compris la gouvernance, l'orientation stratégique, les services intégrés, la mesure du rendement de la Société et les rapports au Parlement.

- **Édifices et terrains**

La Société fournit des installations sécuritaires et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences de sécurité et des codes du bâtiment, notamment l'Édifice commémoratif Victoria rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat de la Société.

2. Principales conventions comptables

A) Méthode de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public (NCSP) du Canada et reflètent l'application des normes de la Section 4200 relatives aux OSBL :

B) Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations entre entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- i) Les opérations interentités sont mesurées à la valeur de l'échange lorsqu'elles sont entreprises selon des modalités semblables à celles adoptées si les entités avaient agi dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque les coûts fournis sont recouverts.

- ii) Les biens ou services échangés gratuitement entre entités sous contrôle commun représentent des coûts non attribués qui ne sont pas recouverts par le bénéficiaire et ne sont pas comptabilisés par la Société. Les services reçus gratuitement par la Société comprennent les services d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada et les services de pension de Services publics et Approvisionnement Canada.

C) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux NCSP, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la juste valeur marchande des spécimens cédés aux collections. Les montants réels pourraient différer de façon significative des estimations. Ces dernières sont revues annuellement et les rajustements, s'ils s'avèrent nécessaires, seront constatés dans les états financiers de l'exercice où ils auront fait surface.

D) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du coût pondéré moyen, et la valeur de réalisation nette est fondée sur le prix de détail.

E) Collections

La Société détient et conserve une collection inestimable d'objets d'histoire naturelle au bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ces collections figurent à l'état de la situation financière comme un élément d'actif comptabilisé à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné la difficulté à déterminer une valeur appropriée pour ces actifs. Les spécimens achetés pour les collections sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

F) Immobilisations

- Les immobilisations sont comptabilisées au coût, y compris le matériel, l'équipement et les autres charges destinés à la conception et au développement d'expositions permanentes.
- Les immobilisations inscrites comme locations-acquisitions sont initialement comptabilisées selon la valeur actualisée des paiements minimaux de loyer au début du bail.
- Les terrains et l'édifice, propriétés du gouvernement du Canada, et sous le contrôle de la Société, sont comptabilisés à leur coût estimatif.

Actif	Durée de vie
Édifice commémoratif Victoria	40 ans
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition Cabinets de collection et rayonnages	35 ans
Matériel de bureau et ameublement Matériel général Expositions permanentes Matériel de recherche	10 ans
Améliorations à l'édifice	5 à 25 ans
Améliorations locatives	5 ans à la fin de la durée du bail
Matériel informatique	3 ans

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à l'aide de taux fondés sur la vie utile estimative des actifs, à l'exception des améliorations locatives qui sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte de la convention de location ou de la durée de vie utile de l'immobilisation.

Lorsque les conditions indiquent qu'un actif ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des services, le coût de l'actif est réduit à sa valeur résiduelle le cas échéant.

G) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société est couverte par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du Régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge de l'exercice où les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont eu droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés.

À la suite de diverses circonstances, la Société comptabilisera des indemnités de départ dans la période où l'événement se produira.

iii) Indemnités de congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services en retour des prestations. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation que font les employés en service des droits de congé de maladie. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante des employés actifs visés par ces prestations de congé de maladie.

H) Placements affectés

Les placements affectés au sein de la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) comme fonds à épuisement du capital sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière, tandis que les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

I) Placements

Les placements dans la FCO en tant que fonds à terme de 10 ans sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

J) Constatation des produits

i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et produits divers

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des produits divers sont constatés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des produits reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et rendu les services.

ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus de particuliers, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont constatés comme produits à l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés à des projets ou à des charges spécifiques sont reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont encourues.

Les revenus de placement relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme produits reportés et ensuite constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice fiscal au cours duquel les charges connexes sont engagées.

iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Les commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est reconnue si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et avait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens cédés aux collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été attribuée au spécimen ; ii) l'acquisition a été approuvée ; et iii) le transfert légal de l'objet à la Société a eu lieu.

iv) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada fournit du financement à la Société sous forme de crédits parlementaires.

- Les crédits parlementaires pour les charges de fonctionnement sont constatés comme produits au cours de l'exercice pour lequel ils sont approuvés.
- Les crédits parlementaires affectés à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont constatés à titre de crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des crédits parlementaires utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.
- Les crédits parlementaires affectés à des charges spécifiques sont indiqués comme crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

La Société a l'obligation de faire rapport sur l'utilisation des crédits dans son rapport annuel.

v) Placements affectés

Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour des dépenses particulières sont reportés dans l'état de la situation financière et constatés comme produits dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les obligations connexes sont remplies et les dépenses connexes sont engagées.

vi) Placements

Le revenu de placement distribué du fonds à terme est constaté comme un revenu dans l'état des résultats.

K) Services bénévoles

Les bénévoles consacrent chaque année au Musée un grand nombre d'heures. Puisqu'il est difficile d'évaluer sa juste valeur, cette prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

L) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie affectée, les placements affectés, les placements et les comptes débiteurs, tandis que les passifs financiers comprennent les créditeurs et les frais courus.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute baisse permanente de la valeur est reportée à l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments dans le coût lorsqu'ils sont initialement constatés.

M) Ventilation des charges

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

3. Immobilisations

(en milliers dollars)	31 décembre 2020			31 mars 2020		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	627	-	627	627	-	627
Édifice commémoratif Victoria	204 783	67 698	137 085	204 783	63 946	140 837
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	24 542	10 498	35 040	23 799	11 241
Améliorations locatives	12 735	7 646	5 089	12 104	7 338	4 766
Expositions permanentes	12 403	6 133	6 270	10 351	5 267	5 084
Améliorations à l'édifice	6 047	4 056	1 991	4 726	3 619	1 107
Matériel de recherche	4 855	3 013	1 842	4 855	2 780	2 075
Cabinets de collection et rayonnages	3 985	2 597	1 388	3 840	2 511	1 329
Matériel général	1 195	527	668	1 143	446	697
Matériel informatique	4 498	4 359	139	4 479	4 057	422
Matériel de bureau et ameublement	1 540	1 442	98	1 540	1 414	126
Travaux en cours	137	-	137	2 458	-	2 458
	287 845	122 013	165 832	285 946	115 177	170 769

La charge d'amortissement pour la période s'élève à 6 836 000 \$ (6 878 000 \$ au 31 décembre 2019). Au cours de la période terminée le 31 décembre 2020, la Société a vendu un actif entièrement amorti dans la catégorie de l'équipement général pour 1 000 \$, ce qui a entraîné un gain de 1 000 \$. Aucun actif n'a été retiré au cours de la période terminée le 31 décembre 2020.

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur un domaine lui appartenant à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031 en exerçant son droit d'achat pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>		31 décembre 2020	31 mars 2020
Total des versements minimaux futurs	(1)	37 625	40 250
Déduire : intérêts implicites		(14 552)	(16 307)
Valeur actualisée de l'obligation financière	(2)	23 073	23 943
Tranche à court terme		1 266	1 175
Tranche à long terme		21 807	22 768
		23 073	23 943

1) Le total des sommes à payer en vertu du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.

2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, en se basant sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 25 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés pour chaque exercice comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite
Versements minimum futurs	875	3 500	3 500	3 500	3 500	22 750

5. Produits, apports et crédits parlementaires reportés

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2020	31 mars 2020
Apports reportés de sources non gouvernementales	1 689	1 925
Crédits parlementaires reportés	3 541	3 888
Total des apports et crédits parlementaires reportés	5 230	5 813
Produits reportés – prestation de biens et services	699	441
	5 929	6 254

Les changements aux produits, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2020	31 mars 2020
Solde au début de la période	6 254	7 233
Ajout :		
Apports affectés reçus	593	421
Crédits parlementaires affectés reçus	-	2 170
Produits reportés pour la prestation de biens et services	320	1 044
	913	3 635
Moins :		
Apports affectés constatés	(827)	(475)
Crédits parlementaires affectés dépensés	(347)	(2 998)
Produits reportés pour la prestation de biens et services constatés	(64)	(1 141)
	(1 238)	(4 614)
Solde à la fin de la période	5 929	6 254

6. Financement des immobilisations reporté

Le financement reporté afférent aux immobilisations représente la tranche des crédits parlementaires et des apports de sources non gouvernementales utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables.

Le financement des immobilisations reporté se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2020	31 mars 2020
Utilisé pour l'acquisition :		
Financement des immobilisations reporté provenant d'apports de sources non gouvernementales	1 526	1 905
Financement des immobilisations reporté provenant des crédits parlementaires	153 136	156 946
	154 662	158 851

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2020	31 mars 2020
Solde au début de la période	158 851	162 879
Ajout : Acquisitions d'immobilisations	1 901	4 248
Moins: Dispositions d'immobilisations	(1)	-
	1 900	4 248
Moins montants constatés comme produits :		
Apports	(390)	(501)
Crédits parlementaires	(5 699)	(7 775)
	(6 089)	(8 276)
Solde à la fin de la période	154 662	158 851

7. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2020	31 mars 2020
Immobilisations	165 832	170 769
Moins montants financés par :		
Contrat de location-acquisition	(23 073)	(23 943)
Financement des immobilisations reporté	(154 662)	(158 851)
	(11 903)	(12 025)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations est calculée comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2020	31 mars 2020
Acquisitions d'immobilisations	1 901	4 248
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement	(1)	-
	1 900	4 248
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition des immobilisations reporté	870	1 065
	(1 901)	(4 248)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	869	1 065
Amortissement du financement des immobilisations reporté	6,089	8 276
Amortissement des immobilisations	(6 836)	(9 281)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	122	60

8. Crédits parlementaires

Pour remplir sa mission, la Société compte sur le financement du gouvernement, qui se présente comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Crédits parlementaires reçus et à recevoir :				
Budget des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	6 702	4 132	26 036	21 736
Portion de crédits reportée, pour des dépenses à venir	-	-	(3 541)	(4 089)
Crédits de l'exercice précédent utilisés au cours de la période pour compléter des projets particuliers	-	3 827	3 887	4 715
Montant utilisé pour l'achat d'immobilisations amortissables	(44)	(1 236)	(1 401)	(2 490)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 933	1 932	5 699	5 748
Crédits parlementaires constatés durant la période	8 591	8 655	30 680	25 620

9. Droits d'entrée et des programmes

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes se composent des éléments suivants :

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Droits d'entrée – général	134	438	191	2 510
Droits d'entrée – expositions temporaires	38	91	38	687
Adhésions	37	129	71	459
Programmes	-	197	-	537
	209	855	300	4 193

10. Opérations auxiliaires

Les produits provenant des opérations auxiliaires se composent des éléments suivants :

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Stationnement	49	190	85	713
Location des installations	2	269	7	594
Revenus de la boutique	53	131	71	577
Loyer de la boutique et de la cafétéria	-	12	-	55
	104	602	163	1 939

11. Apports

Les produits provenant des apports se composent des éléments suivants :

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Apports et commandites en argent	231	600	890	1 293
Commandites en nature	89	108	268	303
Spécimens donnés aux fins des collections	22	641	22	1 691
Apports	342	1 349	1 180	3 287
Apports de la Fondation	40	-	141	-
	382	1 349	1 321	3 287

12. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Société a effectué des opérations avec ces entités dans le cours normal des activités, aux mêmes termes et conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits auprès d'apparentés du gouvernement du Canada:				
Droits d'entrée et des programmes	-	1	-	1
Opérations auxiliaires	-	-	1	-
Divers	-	1	12	2
	-	2	13	3

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Charges auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :				
Coût du personnel	356	374	993	1 176
Impôts fonciers	301	309	908	928
Marketing et communications	1	9	11	9
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	5	2	8	10
Services professionnels et spéciaux	-	1	1	3
Fret et transport	-	2	1	7
Réparations et entretien	-	-	1	1
	663	697	1 923	2 134

Les soldes auprès d'apparentés du gouvernement du Canada à la fin de l'exercice se composent des éléments suivants :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Dues de ministères et organismes gouvernementaux	254	332
Dues à des ministères et organismes gouvernementaux	50	335

13. Sommaire des charges par objets

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Coût du personnel	3 222	3 776	10 293	11 887
Amortissement des immobilisations	2 383	2 310	6 836	6 878
Exploitation et entretien des édifices	748	991	2 440	2 838
Services professionnels et spéciaux	548	955	2 011	2 979
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	579	606	1 756	1 837
Impôts fonciers	601	599	1 769	1 774
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	363	428	892	1 122
Marketing et communications	145	257	319	850
Réparations et entretien	137	127	299	423
Expositions	46	187	84	770
Frais de déplacement	14	182	41	452
Fret et transport	6	23	19	74
Coût des marchandises vendues - natureBOUTIQUE	25	69	33	275
Spécimens aux fins des collections	22	660	23	5 213
Divers	73	32	177	319
	8 912	11 202	26 992	37 691

14. Covid-19 et événements subséquents

Le 11 mars 2020, l'OMS a déclaré que l'écllosion de COVID-19 était une pandémie en raison de l'augmentation rapide de l'exposition à l'échelle mondiale. Par conséquent, à compter du 14 mars 2020 et sur la base des recommandations en matière de santé publique, la Société et les autres musées nationaux ont décidé de fermer les musées partout au Canada aux visiteurs et à tous les autres groupes jusqu'au 5 septembre 2020. Les activités internes comme la recherche, le développement d'expositions et les services essentiels comme les soins aux animaux se sont poursuivies tout au long de la période de fermeture. Conformément aux exigences provinciales, le Musée a fermé ses portes une fois de plus à compter du 26 décembre 2020, jusqu'au 15 février 2021 inclusivement.

La Société a pris en compte l'impact de cet événement sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que les actifs sont évalués de façon appropriée et qu'aucune dépréciation n'est nécessaire.

La pandémie et la fermeture ont eu et continueront d'avoir un impact important sur la génération de revenus et le fonctionnement de la Société. La durée et l'impact de la pandémie de COVID-19 demeurent incertains pour le moment. Il n'est pas possible pour l'instant d'estimer de façon fiable l'effet total de l'écllosion sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. La direction surveille activement l'effet sur la situation financière de la Société et cherche des façons d'aborder les répercussions financières futures potentielles. Le 18 juin 2020, le gouvernement du Canada a annoncé un financement d'urgence pour aider le secteur des musées, dont 5 927 000 \$ ont été alloués pour aider la Société à maintenir les services essentiels et être prête à rouvrir ses portes au public le 5 septembre 2020, sur la base des directives de l'Agence de la santé publique du Canada.